

René JOSSE

Electrices,

Electeurs,



Claude MANET

C'EST UN APPEL PRESSANT A LA REFLEXION ET A L'ACTION QUE JE VOUS LANCE AU NOM DU CENTRE DEMOCRATE DE LA Ve REPUBLIQUE.

A la quasi unanimité vous avez approuvé l'**actuelle Constitution clef de voute de la stabilité ministérielle** et vous en demandez l'application loyale. Il n'est pas honnête de la part de la majorité inconditionnelle de monopoliser à son seul profit l'étiquette Ve République, car tous **ceux qui acceptent les institutions et les respectent sont les défenseurs de la République.** Mais il faut que le Chef de l'Etat, si grand que soit son nom, tienne compte en toutes circonstances des orientations du suffrage universel. Combien parmi vous ont été déçus, qui avaient espéré un changement de politique après « l'avertissement » des élections présidentielles.

Pourtant dès 1958, à l'aube de cette République nouvelle, vous avez espéré des lendemains meilleurs.

Relisons ensemble les propos du général de Gaulle : « La France est en marche vers une grande prospérité... Je réponds d'une belle arrivée... Ah je ne plains pas notre jeunesse qui voit s'offrir à elle toutes ces ressources de la vie, tous ces ressorts de l'activité... (1958). Quelle ambiance sociale meilleure règne dans nos entreprises... (14-6-60) ».

Hélas les temps sont venus de la déception, de l'amertume, de l'inquiétude pour l'avenir. L'emploi n'est plus sûr, ni pour les ouvriers, ni pour les cadres. Des usines ferment. Le chômage s'installe. De jeunes agriculteurs quittent la terre.

La France est le dernier pays de l'Europe des Six pour la course à l'expansion et l'augmentation du pouvoir d'achat. Le budget de l'Etat progresse de 10 % par an, le revenu national de 5 % seulement ! **La charge fiscale par citoyen est la plus lourde d'Europe.** Triste privilège ! Le prix de l'essence est le plus élevé ; le réseau d'autoroutes le plus faible. Nos hôpitaux sont les moins modernes avec trop peu de lits, un personnel réduit parce que mal rétribué.

Quelle est l'existence d'un ouvrier payé au S.M.I.G. (1,995), d'une brodeuse à domicile (0,50 F), des agriculteurs (hommes et femmes) condamnés à un labeur sans répit ! Beaucoup d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires, de retraités, de mères de famille ne sont pas mieux avantagés ! Pourtant le général de Gaulle a dit : « Le niveau de vie est une chose qui plus que jamais importe à la dignité des hommes ».

Les investissements de base sont très nettement insuffisants dans l'industrie, et le prix de vente des produits de la ferme, ne permet pas de couvrir les emprunts indispensables au développement de l'agriculture. Il faut augmenter les crédits pour la **recherche** pure où la France est très en retard. Nos 4 récents Prix Nobel viennent de prendre dans ce domaine très nettement position contre la politique actuelle.

Education nationale et Jeunesse, priorité des priorités. Où en sommes nous ? En fait, l'augmentation des crédits ne couvre guère que les dépenses correspondant à l'augmentation des effectifs. Les classes restent surchargées, les locaux surpeuplés et souvent vétustes, les installations sportives et autres insuffisantes. Et l'imperfection suprême de ce Ministère semble bien être le Ministre lui-même, M. FOUCHET, 8e titulaire du poste depuis 1958 ! Belle stabilité !

Aux anciens combattants, je rappelle deux paroles : Clémenceau : « Ils ont des droits sur nous ». Général de Gaulle (Discours du 10-11-59) « Ils ne sont pas fait pour être les premiers à la revendication », paroles douloureusement ressenties par les anciens combattants de tous les théâtres d'opération.

Il faut améliorer le sort des **personnes âgées** et des **handicapés** que l'accident ou la maladie rejettent du monde du travail.

La France enfin est le seul pays d'Europe où sévit encore une **crise du logement.** Les jeunes ménages ne devraient pas être obligés de « mendier » un logis décent.

Il faut libérer les **collectivités locales,** trop imposées de charges incombant naturellement à l'Etat.

Pour les **rapatriés** je réclame une indemnisation équitable pour les biens perdus.

Je souhaite qu'enfin une **amnistie politique générale** intervienne sans plus tarder.

Nous voulons passionnément le **respect de nos alliances** et l'entrée **d'une France forte dans une Europe communautaire et un marché économique unifié**, condition essentielle de notre prospérité et de notre indépendance économique. Nous rejetons l'Europe des Etats qui n'est rien d'autre qu'un nationalisme dépassé, cause de tant de rivalités et de guerres.

Pour réaliser ce **programme objectif et réaliste**, sans compromettre la monnaie et l'équilibre **d'un budget à la mesure de nos moyens,** il est indispensable de **relancer au maximum l'expansion économique et de supprimer les dépenses de prestige.**

Il est **sage, réaliste, indispensable** d'assurer la relève que beaucoup appréhendent sans oser l'avouer.

En répondant à l'appel du CENTRE DEMOCRATE, vous voterez pour :

— **LA SAUVEGARDE DES LIBERTES FONDAMENTALES ET DES DROITS DE L'HOMME ;**

— **LE DIALOGUE ET L'EXERCICE D'UNE VRAIE DEMOCRATIE ;**

— **LE RESPECT DE LA CONSTITUTION ;**

— **LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS (Hommes et Femmes) ;**

— **LE PROGRES DANS LA JUSTICE SOCIALE ;**

— **L'EUROPE UNIE DANS LA PAIX.**

Vive la HAUTE-SAONE ! Vive la REPUBLIQUE ! Vive la FRANCE !

Remplaçant éventuel :

Claude MANET

Conseiller Municipal de Lure
Capitaine, commandant le Centre de Secours de Lure
Agent d'Entreprises - Marié, 3 enfants

Vu le candidat :

René JOSSE

Officier de la Légion d'Honneur à titre Militaire
Croix de Guerre - Croix de la Valeur Militaire
Ordre de l'Empire Britannique
Secrétaire Général de Société à Ronchamp - Marié, 8 enfants

IMP. GASPARD ROYER - LURE